



REVUE DE PRESSE

ECHOS PRESSE CONFERENCE DU SNP DEN DU JEUDI 12 SEPTEMBRE 2019

(Les articles non disponibles via internet se trouvent après la revue)

AEF

👉 [Dépêche AEF n° 612474 du 12 septembre 2019](#)

« Lycée : une rentrée "réussie" aux dépens des conditions de travail des chefs d'établissement »

VOUSNOUSILS.fr

👉 [Réforme du lycée : une rentrée « réussie » grâce aux exploits des chefs d'établissement](#) / 13 septembre

TOUTEDUC.fr

👉 [Les personnels de direction adhèrent aux réformes du lycée... en principe \(SNPDEN\)](#) / 12 septembre

👉 Entretien de Claude Tran (@CTIEduc) avec Philippe Vincent : « Le vrai prix d'une rentrée techniquement réussie [Reportage en direct du siège en ligne sur Youtube](#) le 15 septembre

L'ETUDIANT.fr (EducPro)

👉 [Les proviseurs disent "oui, si" aux réformes des lycées](#) 16 septembre 2019

CAFE PEDAGOGIQUE

👉 L'Expresso du Café pédagogique du 13 septembre : [SNPDEN : Des personnels de direction fatigués portent les réformes](#)

LES ECHOS

👉 [Contrôle continu : les proviseurs veulent simplifier la réforme du bac](#) (Edition Web + papier du 16 septembre)

Le FIGARO

👉 [Les proviseurs satisfaits de la réforme du lycée](#) / 13 septembre

LA CROIX

👉 [Pour les proviseurs, une rentrée réussie mais des questions en suspens](#) / 12 septembre

20 Minutes

👉 [Emplois du temps, profs principaux, contrôle continu... La réforme du lycée, un casse-tête pour les proviseurs](#) / 12 septembre

[Retour Sommaire](#)

Dépêche AEF 612474 du 12 septembre 2019 /

Lycée : une rentrée "réussie" aux dépens des conditions de travail des chefs d'établissement (Philippe Vincent, SNPDEN)

61 % des chefs d'établissement pensent que la rentrée a été identique à celle de l'an dernier, mais 72 % ont passé plus de temps que d'habitude à la préparer. C'est ce que montre une enquête du SNPDEN présentée à la presse le 12 septembre 2019. Si, grâce à ce travail, la rentrée fut "techniquement réussie", selon Philippe Vincent, la contrepartie est "des arrêts maladies et un vivier de remplacement déjà épuisé". Par ailleurs, 94 % des répondants ont "un avis positif" sur la réforme du lycée GT, mais 50 % souhaitent "aller plus loin dans la simplification" des épreuves de contrôle continu. La rentrée en lycée a été "techniquement réussie", mais cela a un "vrai prix" : la fatigue des personnels de direction. C'est la conclusion que tire le SNPDEN-Unsa, qui tenait une conférence de presse jeudi 12 septembre 2019. Chaque année, quelques jours après la rentrée, le syndicat majoritaire des chefs d'établissement effectue une vaste enquête auprès des personnels de direction. En 2019, 1 700 ont répondu, représentant près de 30 % des collèges et lycées.

Ainsi, 61 % d'entre eux pensent que la rentrée a été identique à celle de l'an dernier, 27 % l'estiment de moins bonne qualité. "On s'attendait à plus de difficultés, mais les collègues ont beaucoup donné, c'est normal qu'il y ait des résultats, explique Philippe Vincent, le secrétaire général du SNPDEN. Mais cet état de surinvestissement peut-il durer ?"

L'enquête indique notamment que 72 % des perdus ont passé plus de temps que d'habitude à préparer la rentrée et 60 % d'entre eux ont pris moins de congés que d'habitude. Or, dans le même temps, Philippe Vincent reçoit des remontées de "signes pas très satisfaisants : des arrêts maladies, un vivier de remplacement déjà épuisé dans certaines académies...".

Et le secrétaire général d'envoyer un message au ministère de l'Éducation nationale : "On ne peut pas continuer à tirer sur l'élastique. La question des conditions de travail est un dossier que l'on va devoir rouvrir car les collègues témoignent d'une certaine souffrance".

UN PLEBISCITE POUR LA REFORME DU LYCEE

Autre problème, lors de cette rentrée, que soulignent les personnels de direction : il manquait des personnels dans 45 % des cas. "C'est plus que d'habitude", précise Philippe Vincent, qui indique, en outre, que l'on "répond davantage, cette année, à cette problématique par l'embauche de contractuels".

Aussi le SNPDEN reconnaît-il quelques difficultés pour cette première rentrée des "enseignements de spécialités" : des emplois du temps parfois "à trous", pour les enseignants mais surtout pour les élèves ; un manque de professeurs principaux ; la nécessité, pour certains établissements, d'ouvrir le mercredi après-midi ou le samedi matin, lorsque les transports scolaires le permettent...

Malgré cela, l'enquête fait état d'un plébiscite autour des réformes des lycées : 94 % des répondants ont "un avis plutôt positif" sur la réforme du lycée GT, et 96 % sur celle du lycée professionnel - ce dernier "ne constituant pas un souci pour les perdus", selon Philippe Vincent. En revanche, la réforme du baccalauréat ne reçoit pas les mêmes louanges.

Les épreuves communes de contrôle continu (E3C) sont pour 27 % des répondants une "complexification inutile", et 50 % souhaitent "aller plus loin dans la simplification". "Comme présentées actuellement, ces E3C sont un vrai-faux contrôle continu. Elles ressemblent plutôt à trois mini-baccalauréats", estiment Philippe Vincent, qui pointe plusieurs interrogations : comment s'organiseront les corrections, qui doivent respecter l'anonymat ? Quelle sera la place des sujets de secours ? Quelles convocations seront nécessaires ?

"QUE CE SOIT BANAL ET NON BANALISE !"

Pour le SNPDEN, "il faut le contrôle continu le plus basique". "Nous ne voulons pas que les établissements se transforment en centres d'examen permanents. Nous souhaitons l'organisation la plus souple, la plus invisible et la moins chronophage. Autrement dit, que ce soit banal et non banalisé !", ironise Philippe Vincent en faisant référence au fait que des établissements pourraient devoir banaliser une semaine de cours - et ne pas être en capacité, par exemple, d'accueillir les élèves de seconde - afin de pouvoir faire passer les sessions d'E3C.

Le syndicat est ainsi favorable à ce que les E3C se déroulent lors des heures de cours inscrites à l'emploi du temps et non lors de plages horaires communes pour tous - les textes d'application permettant les deux organisations. Et Philippe Vincent s'avère confiant : "Les enseignants ne sont pas habitués à travailler en équipe, il peut leur être difficile d'établir

[Retour Sommaire](#)

une progression commune. Aussi, ils vont réaliser que s'ils banalisent une semaine, ils seront en difficultés sur les cours qu'ils ont avec les autres niveaux. Enfin, le fait que les copies soient anonymes et seront donc corrigées par d'autres enseignants peut faire baisser la tension sur la crainte d'un bac local".

"LAISSER LE COLLEGE UN PEU TRANQUILLE"

Interrogés par le SNPDEN sur le dispositif "devoirs faits", plus de la moitié des répondants "ne sont pas dans la capacité de le mettre en œuvre, relève Philippe Vincent. Cela nous étonne puisque le ministre en a fait une priorité". En effet, 37 % des perdrix indiquent ne pas avoir d'enveloppe spécifique et 24 % estiment que l'enveloppe reçue est insuffisante.

Par ailleurs, 45 % des perdrix ayant répondu à l'enquête "pensent qu'il faut laisser le collège un peu tranquille" et ne pas le réformer.

Le SNPDEN signale par ailleurs des problèmes autour des manuels scolaires : "le surcoût n'a pas toujours été pris en charge" par les Régions, relève Philippe Vincent, et il existe des "problèmes d'approvisionnement", notamment en Île-de-France.

LES PERSONNELS DE DIRECTION VEULENT DU "TEMPS ET UN CLIMAT APAISE"

Après une fin d'année dernière sous tension, en raison des mouvements de grève enseignants et des réformes, et même si le climat de la rentrée a été "étonnamment serein", selon Philippe Vincent, les chefs d'établissement font trois vœux pour les temps à venir : du temps pour mettre en œuvre les réformes ; un climat apaisé ; un suivi "adaptatif", soit la possibilité de modifier l'application des réformes si les acteurs perçoivent des difficultés.

Plus globalement, sur les questions "métier", le SNPDEN souhaite que soient revues les missions des chefs d'établissement, par la réalisation notamment d'un nouveau protocole qui remplacerait celui actuellement en vigueur, qui date de 2001. La question de la rémunération sera également mise sur la table par le syndicat, notamment en prévision de la réforme des retraites qui, selon Philippe Vincent, "peut faire beaucoup diminuer les pensions des perdrix".

DEPECHE TOUTEDUC.fr du 12 septembre 2019 / Les personnels de direction adhèrent aux réformes du lycée... en principe (SNPDEN)

Les personnels de direction sont presque unanimes pour **juger plutôt positivement les réformes** du lycée général et technologique (94 %) et professionnel (96 %), mais ils n'en listent pas moins toutes les difficultés et problèmes qu'elles posent. Le SNPDEN donnait ce 12 septembre les résultats de sa traditionnelle enquête de rentrée. Le syndicat UNSA des personnels de direction a recueilli quelque 1 700 réponses de collègues, ce qui donne une image de la situation dans un tiers des établissements, ce qu'il considère comme représentatif. Il en ressort que la rentrée a été "techniquement réussie", mais que **le coût de cette réussite** a été élevé pour eux. "Leur surinvestissement est-il durable ? 60 % d'entre eux ont écourté leurs vacances, quand ils n'ont pas emporté avec eux le logiciel de conception des **emplois du temps**."

Dans la plupart des établissements, la somme des contraintes n'a pas été telle que le système soit bloqué. Mais un lycée où sont proposés 31 combinaisons d'enseignements de spécialité, 4 langues vivantes et les options arrive à 126 emplois du temps différents, certains pour un ou deux élèves. Pour peu que la Région ait refusé, pour cause des difficultés à gérer les transports, l'ouverture le samedi matin, et qu'il ait donc fallu répartir ces emplois du temps sur 9 demi-journées au lieu de 10...

S'ils n'assistent pas à des "refus massifs" de la part des enseignants sollicités pour des fonctions de **professeur principal**, tous s'interrogent sur le sens de leur mission quand le groupe classe éclate, même si la situation n'est pas entièrement nouvelle.

Parcoursup a été amélioré et "n'est plus un sujet". Il n'en va pas de même de la réforme du bac, avec les premières épreuves d'un **vrai faux contrôle continu** qui viennent très vite. La logique égalitaire voudrait que tous les élèves d'un établissement composent en même temps sur un même sujet, ce qui oblige à banaliser une demi-journée. Mais il suffit qu'un enseignant ait été absent et qu'un autre n'ait pas suivi la même progression que ses collègues pour que l'emporte une autre logique, un sujet et un horaire par groupe. Le SNPDEN plaide pour la souplesse, mais connaît le poids des corps d'inspection et des administrations académiques. Il s'interroge de plus sur le calendrier qui est dicté par

[Retour Sommaire](#)

Parcoursup, sans explications sur l'impossibilité de réduire les délais d'examen des dossiers par les établissements d'enseignement supérieur.

Pour les **manuels**, la situation varie selon les régions. PACA a fait le choix du tout numérique, avec un surcoût important dû à l'achat des tablettes, Auvergne-Rhône-Alpes a fait le choix inverse, en Ile-de-France, les manuels papiers ne sont pas arrivés à temps, dans le Hauts-de-France, le chèque livre ne permet pas un renouvellement complet, en Aquitaine a été mis en place un système complexe d'identification des familles et d'achat dans des librairies désignées, mais sans que soit prévu le retour des livres en fin d'année...

Dans les **lycées professionnels**, la réforme ne connaît pas grandes difficultés. "Elle a été bien accompagnée par les corps d'inspection", tandis que les syndicats, SNETAA et SE-UNSA, ont joué un rôle positif. La mise en place des "familles" de métiers était préparée en amont, la pédagogie du chef-d'oeuvre se mettra en place progressivement. Reste la co-intervention qui inquiète davantage les enseignants.

En ce qui concerne les **collèges** et le dispositif "**devoirs faits**", un quart des établissements dispose de moyens insuffisants et plus d'un tiers d'entre eux ne connaissent pas leur enveloppe : "au total, la moitié n'est pas en état de démarrer à la rentrée." Quant aux **PIAL** et à la gestion des AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap, leur mise en oeuvre donne lieu à une véritable "cacophonie", "c'est tout et n'importe quoi", ici, le pôle a été organisé après concertation, ailleurs, des personnels ont été désignés "têtes de PIAL" sans aucune réflexion préalable.

Le SNPDEN indique que le ministre a validé "le principe d'aller vers un protocole d'accord à l'issue d'un nouveau cycle de **dialogue social**". Le métier a considérablement changé depuis 2001 et "il faut revoir le périmètre des missions" des personnels de direction. D'autre part, la réforme des retraites, et la prise en compte de la totalité de la carrière au lieu des six derniers mois, oblige à en repenser les évolutions. Le SNPDEN constate avec inquiétude qu'après une augmentation pendant 5 ans, le nombre des candidatures diminue depuis deux ans. Va-t-on vers une 3ème voie et l'ouverture à des non-fonctionnaires, après avoir ouvert le vivier au 1er degré et aux autres corps de la fonction publique ? Déjà, la forme du **concours** évolue aux dépens de l'épreuve de composition, pour favoriser entretien et CV...

LE FIGARO DU 13 SEPTEMBRE 2019



Philippe Vincent, secrétaire général du Syndicat des chefs d'établissement, à Colmar, en 2018. SNPDEN

Les proviseurs satisfaits de la réforme du lycée

Contrairement aux syndicats de professeurs, les proviseurs soutiennent majoritairement la disparition des filières. Avec plusieurs bémols toutefois. ...

[Retour Sommaire](#)

ÉDUCATION Artisans de la réforme du lycée, les proviseurs ont, c'est le moins que l'on puisse dire, un discours beaucoup plus positif que celui des professeurs. Jeudi, une intersyndicale enseignante (FSU, CGT, Solidaires, Snalc, CNT, Synep-CFE-CGC, Sncf-CFTC, SN-FOLC, soutenus par les « stylos rouges », la « chaîne des bahuts ») estimait dans un communiqué que « *la rentrée est bien loin du tableau idyllique dressé par Jean-Michel Blanquer* », soulignant qu'au lycée la réforme conduirait à des « *organisations des enseignements d'une complexité inédite* ».

Dans le même temps, le SNPDEN, syndicat majoritaire des principaux et proviseurs, faisait état d'une rentrée « *techniquement réussie* » en dépit du bouleversement que constitue la réforme. Et ce « *au prix d'un travail continu durant la pause estivale* », a expliqué Philippe Vincent, son secrétaire général. Le syndicat, qui considère que l'organisation antérieure du lycée n'était plus tenable, soutient la réforme depuis le début. Selon un sondage interne, 94 % des prin-

cipaux et proviseurs ont aujourd'hui un avis « *plutôt positif* » sur cette réforme. Un score quasi stalinien. Avec plusieurs bémols toutefois. La difficulté à concilier les vœux d'emploi du temps des professeurs avec les choix d'études des élèves a été très importante, ont relevé les proviseurs. De nombreux élèves font état de trous dans leur emploi du temps.

Contrôle continu

Les professeurs semblent au contraire plus satisfaits que ce qu'ils anticipaient. Auraient-ils été davantage entendus que les années précédentes pour apaiser les tensions ? Le SNPDEN dément. « *Si on s'en est sorti pour l'organisation de cette rentrée, l'an prochain, avec les mêmes contraintes multipliées par deux avec l'apparition des spécialités en terminale, il faudra vraiment définir les limites raisonnables à ne pas dépasser* » en termes de liberté de choix pour les élèves, avertit Philippe Vincent.

Une autre échéance préoccupe les chefs d'établissement : l'organisation des premières épreuves communes de contrôle continu, qui doivent se dérouler au deuxième trimestre de cette année pour les élèves de première sous la forme

d'épreuves anonymes et nationales assez lourdes à mettre en place. Quelque 27 % des proviseurs estiment que ces épreuves sont « *une complication inutile* ». Un sur deux souhaite aller plus loin dans la simplification, vers du vrai contrôle continu. Un proviseur confie que la réforme est restée au milieu du gué : « *Il a fallu faire des concessions, beaucoup de professeurs restent attachés aux épreuves nationales anonymes.* »

Le SNPDEN semble faire le pari qu'un véritable contrôle continu organisé dans chaque classe par chaque enseignant finira par s'imposer au fil des années. « *Les enseignants vont vite se rendre compte que les épreuves anonymes lourdes vont perturber l'organisation des établissements...* », soulignent les proviseurs. La note de service précisant les modalités d'organisation du contrôle continu parue en juillet indique que l'organisation de ces épreuves se fait, « *dans la mesure du possible, dans le cadre des emplois du temps normaux des élèves* ». Il n'empêche. Des établissements pourraient être tentés de cesser tous les cours pendant quelques jours, au détriment des élèves de seconde et de terminale, par exemple... ■